

## **SYNTHÈSE DU RAPPORT DU XIV<sup>ème</sup> FORUM DES MINISTRES DE LA CULTURE ET DES RESPONSABLES DES POLITIQUES CULTURELLES D'AMÉRIQUE LATINE ET DES CARAÏBES.**

Caracas, République bolivarienne du Venezuela, les 28 et 29 septembre 2005.

### **Première journée : le 28 septembre 2005.**

#### **Séance du matin.**

Le XIV<sup>ème</sup> Forum des ministres de la Culture et des responsables des politiques culturelles d'Amérique latine et des Caraïbes a été inauguré par le ministre de la Culture de la République bolivarienne du Venezuela, M. Francisco Sesto Novás, le 28 septembre 2005, à Caracas, dans le Grand Salon de l'hôtel Hilton Caracas.

Vingt-sept Etats membres participent au Forum :

Antigua-et-Barbuda, Argentine, Bahamas, Belize, Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, Costa Rica, Cuba, la Dominique, Equateur, Salvador, la Grenade, Guatemala, Haïti, Honduras, Mexique, Nicaragua, Panama, Paraguay, Pérou, République Dominicaine, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Trinité-et-Tobago et la République bolivarienne du Venezuela.

Les représentants du CARICOM, de l'UNESCO et de l'OEI ont assisté au Forum en qualité d'observateurs.

**Son Excellence M. Francisco Sesto Novás, ministre de la Culture de la République bolivarienne du Venezuela** a insisté au cours de son intervention inaugurale sur la volonté de conférer au XIV<sup>ème</sup> Forum un caractère un peu différent de celui que revêt d'habitude ce type de réunions des hautes autorités de la Culture, considérant que celle-ci est la plus authentique, celle qui unit véritablement tous les pays d'Amérique latine et des Caraïbes en une grande patrie. C'est pourquoi il a souligné l'intérêt de favoriser un véritable dialogue, un débat franc, afin de nouer des liens beaucoup plus solides permettant d'avancer dans la construction de cette grande patrie que constitue l'Amérique latine et les Caraïbes.

Immédiatement après les mots d'introduction prononcés par Son Excellence M. Francisco Sesto Novás, l'ordre du jour a été approuvé et le Conseil de direction a été élu. Ont été élu par acclamation :

**Président** : Son Excellence M. Francisco Sesto Novás, ministre de la Culture de la République bolivarienne du Venezuela.

**Premier vice-président** : Son Excellence M. Manuel de Jesús Salazar Tetzagüic, ministre de la Culture et du Sport du Guatemala.

**Deuxième vice-président** : Son Excellence M. Elestom Adams, ministre chargé de la Culture du ministère du Logement, de la Culture et de la Transformation sociale d'Antigua-et-Barbuda.

**Comité des rapporteurs** : M. Osvaldo Rivera Sundt, vice-ministre de la Culture de Bolivie, M. José Fúnez Rodríguez, sous-secrétaire d'Etat à la Culture, aux Arts et aux Sports du Honduras et Mme. Pilar Entrala, coordinatrice du département des Relations internationales du Conseil national de la Culture et des Arts du Chili.

**Modérateur** : Mme. Silvia Díaz Alvarado, présidente du Conseil national de la Culture (CONAC) de la République bolivarienne du Venezuela.

Ensuite, la présidente du CONAC de la République bolivarienne du Venezuela a ouvert le débat portant sur le premier point de l'agenda : « **Débat entre les ministres de la Culture et les responsables des politiques culturelles de la région sur les stratégies pour l'intégration culturelle de l'Amérique latine et des Caraïbes** ».

Son Excellence M. Matthew J. Walter (**Ministre du Développement communautaire, de la Parité et de l'Information de la Dominique**) a fait référence aux sérieux problèmes de communication qui prédominent dans la région en raison aussi bien des barrières linguistiques que des difficultés en matière de transport aérien dues au petit nombre de liaisons existantes entre les Etats membres, ce qui oblige à réaliser de longs parcours pour se rendre, par exemple, des îles des Caraïbes vers les Etats membres continentaux.

En ce qui concerne le premier point, il a proposé de travailler afin que l'enseignement des langues étrangères soit obligatoire dès l'enseignement primaire, de façon à ce que la connaissance d'autres langues soit largement encouragée, et qu'ainsi les barrières à la communication soient supprimées. En ce qui concerne le second point, il a demandé au Venezuela de réfléchir au moyen de faciliter le transport aérien international entre les Caraïbes et l'Amérique latine.

De plus, il a lancé un appel afin que soit encouragé une plus grande participation de l'Amérique latine au CARIFESTA (Festival caribéen des arts), ainsi que l'élargissement des échanges culturels dans la région, à travers la libre circulation des groupes culturels d'un Etat membre à l'autre sans obstacles. Il s'est prononcé en faveur de la création d'un fonds culturel latino-américain et caribéen pour la préservation et la promotion de la culture. Il a demandé à ce que soient organisés des ateliers de formation en matière d'administration de manifestations culturelles, de réalisation de manifestations culturelles, de méthodes de recherche, de gestion de musées, etc. C'est à dire qu'il a lancé un appel au travail conjoint dans la formation de capacités, ce qui contribuera également à avancer vers l'intégration culturelle. Il a exprimé la nécessité d'établir des liens plus étroits entre les peuples autochtones d'Amérique latine et des Caraïbes.

Son Excellence M. Luis Federico Hernández Aguilar (**Président du Conseil national pour la Culture et l'Art du Salvador**) a évoqué également la question de la communication culturelle entre les Caraïbes et l'Amérique latine et a demandé de faire tout ce qui était possible pour réduire ce déficit de communication. A titre d'exemple, il a proposé d'établir des programmes permanents de publication d'ouvrages d'auteurs caribéens en Amérique centrale et, dans le même temps, de publication d'ouvrages d'auteurs d'Amérique centrale dans les Caraïbes, afin de combler le manque d'information et d'échanges culturels existant entre l'Amérique centrale et les Caraïbes.

Il a également offert le soutien des pays d'Amérique centrale aux pays du CARICOM afin de les aider à établir, à travers les musées, des politiques patrimoniales et de leur transmettre leur expérience en matière d'organisation de manifestations culturelles.

Il a considéré que la région se trouvait à un moment favorable pour mettre en place ces programmes d'échange culturel.

Son Excellence Mme. Magdalena Úbeda de Rodríguez (**Directrice générale de l'Institut nicaraguayen de la Culture**) a proposé que soit étudié le projet de publication de contes d'auteurs caribéens en Amérique centrale et a suggéré, dans le cas où ils n'étaient pas traduits en espagnol, de les publier dans leur langue d'origine. Elle a également souligné l'importance de développer les industries culturelles en potentialisant les différentes expressions des cultures populaires, riches en diversité culturelle. Elle a mis l'accent sur l'importance des projets de conservation du patrimoine culturel au sein de la stratégie d'intégration culturelle pour la région. En ce sens, elle a souligné l'importance des plans de lutte contre le trafic illicite des biens culturels et des actions concernant la diversité culturelle et l'intégration sous-régionale. Elle a lancé un appel afin d'augmenter les échanges techniques et scientifiques dans le domaine des recherches historiques et culturelles. Elle s'est également prononcée en faveur de la promotion du livre et de la lecture au niveau

régional, par l'augmentation des taux d'accès à l'éducation et à l'information de tous les pays de la région et le renforcement de l'industrie éditoriale, en mettant l'accent sur les productions littéraires nationales et sur celles relatives à la science, la technologie, les arts et les cultures populaires. Elle a également proposé d'établir une collaboration entre les observatoires des politiques culturelles de la région au travers d'études et de l'analyse des stratégies visant au développement socioculturel. Elle a précisé qu'il était pertinent que les universités et d'autres organismes culturels indépendants participent à l'administration et à l'analyse de ces entités. Elle a exprimé sa satisfaction au sujet des progrès réalisés en matière d'intégration culturelle de l'Amérique centrale.

Son Excellence M. Rodwell Ferguson (**Ministre d'Etat à l'Education, à la Jeunesse, aux Sports et à la Culture de Belize**) a mis l'accent sur la particularité de son pays en tant que lien entre l'Amérique centrale et les Caraïbes, ainsi que sur sa grande diversité culturelle, exprimée, par exemple, par la présence des cultures *garífuna*, maya, métisse et créole. Il a souligné également sa diversité linguistique. Il a insisté sur le fait qu'il était important de créer les conditions permettant l'existence des flux d'échange et de mouvement dans la région ainsi que la tenue de rencontres comme ce Forum. Il a exprimé son soutien à ce qui a été dit au sujet des problèmes de transport entre les Etats membres de la région et de la nécessité de pouvoir faciliter la libre circulation au sein de celle-ci. Il s'est également prononcé en faveur du développement du tourisme entre les peuples de la région, en tant que voie pour mieux se connaître et se comprendre les uns les autres. Il a précisé que ceci faciliterait également l'intégration régionale. Il a demandé de faciliter la participation de tous aux manifestations culturelles qui ont lieu dans la région.

M. Avelino Stanley (**Sous-secrétaire d'Etat à la Culture, à la Créativité et à la Participation populaire de la République Dominicaine**) a invité les participants à discuter des stratégies d'intégration, ce qui permettra d'identifier les activités permettant de progresser dans le sens de cette intégration. Il a exprimé son soutien à la proposition de création d'un fonds culturel latino-américain et caribéen à partir de l'apport aussi bien des Etats membres que d'autres organismes financiers.

Son Excellence M. Luis Federico Hernández Aguilar (**Président du Conseil national pour la Culture et l'Art du Salvador**) a souligné l'importance de bien définir les stratégies et les profils des projets avant de présenter les sollicitudes aux organismes internationaux. Il a fait part de la décision de son pays de démarrer un processus de dialogue national pour la culture et d'accorder la priorité totale à la question culturelle dans l'agenda national afin d'impliquer tous les secteurs de la société salvadorienne. Il a fait référence à la Charte sociale proposée par le Venezuela dans le cadre de l'OEA, et en particulier à l'une de ses dispositions qui affirme que la culture ne dépend pas des institutions, que ce sont les peuples qui la font et que ce sont eux qui doivent décider de ce qui doit être fait avec elle.

M. José Antonio Fúnez Rodríguez (**Sous-secrétaire d'Etat à la Culture, aux Arts et aux Sports du Honduras**) a signalé la nécessité d'utiliser l'activité culturelle comme un instrument de combat contre la pauvreté. Il a proposé de favoriser un échange d'informations sur des projets culturels ayant atteint des résultats positifs dans le combat contre la pauvreté. Il a donné comme exemple l'expérience de l'Orchestre symphonique des jeunes du Venezuela, pour le travail réalisé avec des jeunes, et celle des Industries culturelles du Brésil.

Mme. Silvia Díaz Alvarado (**Présidente du CONAC de la République bolivarienne du Venezuela et Modératrice**) a invité les observateurs des organismes internationaux présents à participer activement aux débats et à se considérer dans les mêmes conditions que les Etats membres du Forum.

M. Eudoro Fonseca Yerena (**Directeur général des Relations culturelles du Mexique**) a évoqué la nécessité de définir des stratégies à moyen terme et des actions

permettant de créer les conditions nécessaires au développement culturel. Il a rappelé que l'on ne disposait pas encore d'indicateurs sûrs pour mesurer le développement culturel ; que l'élaboration de tels indicateurs avait débuté récemment et qu'il restait encore beaucoup à faire en la matière. Il a précisé qu'il était particulièrement important que chaque pays définisse les indicateurs culturels qu'il souhaite voir prendre en compte afin de permettre, par la suite, de définir les indicateurs minimums de base pour le travail régional, pour l'intégration latino-américaine et caribéenne. Il a souligné également l'importance de pouvoir compter sur des inventaires sûrs des industries culturelles, en particulier des moyennes et des petites. Il a lancé un appel en faveur de la constitution de réseaux de promoteurs culturels et a fait référence aux actions développées en ce domaine par le Mexique.

Il a réaffirmé le soutien de CONACULTA aux stratégies d'intégration culturelle en Amérique latine et dans les Caraïbes et a souligné l'importance d'actions telles que l'analyse de l'impact économique de la culture, la définition de mécanismes d'aide à la création d'emplois dans le secteur de la culture, l'encouragement à la réalisation d'études conjointes pour l'élaboration d'indicateurs culturels et d'études comparatives portant sur les politiques culturelles et pouvant mesurer l'apport de la culture au développement économique et social de l'Amérique latine et des Caraïbes, le partage des expériences relatives aux stratégies, méthodologies et bonnes pratiques concernant les industries culturelles, l'encouragement à la réalisation d'études quantitatives et qualitatives concernant les industries culturelles et leur contribution au Produit Interne Brut de chaque pays, la promotion du patrimoine matériel et immatériel de la région, l'échange d'informations relatives aux expériences nationales en matière d'éducation artistiques et de formation des administrateurs culturels. Pour ce faire, il a offert de partager l'expérience et les connaissances accumulées par les experts mexicains.

Il s'est prononcé en faveur de la création d'un réseau latino-américain et caribéen de promoteurs culturels, d'un réseau latino-américain et caribéen d'organismes de festivals, ainsi qu'en faveur d'un plus grand rapprochement avec les festivals qui ont déjà une dimension régionale.

Il a souligné l'importance de renforcer le CARIFESTA et a mentionné le Festival afro-caribéen de la ville mexicaine de Veracruz.

Il a rappelé qu'en 2006 le Mexique célébrera le bicentenaire de la naissance de Benito Juárez et a invité tous les Etats membres à se joindre aux festivités en organisant, par exemple, un concours destiné aux enfants et aux jeunes, à travers lequel la figure de Juárez pourrait être associée à celle de Bolívar, de Martí et d'autres grands hommes de la région.

Il a également mentionné l'importance du tourisme culturel dans les relations qu'entretient le Mexique avec les Etats membres du CARICOM.

M. Osvaldo Rivera Sundt (**Vice-ministre de la Culture de Bolivie**) a fait référence aux sources des politiques culturelles latino-américaines et caribéennes : le puissant développement des cultures précolombiennes, le processus de créolisation et de métissage au lendemain de la rencontre des deux mondes et l'impact de la culture universelle, produit de la modernisation. Il a lancé un appel en faveur de la protection des cultures autochtones et à la préservation des richesses qu'offre leur diversité culturelle. Il a mentionné l'expérience d'intégration menée par la Bolivie et le Chili à travers leurs ballets folkloriques nationaux, qu'il a qualifié de fait sans précédent.

M. Avelino Stanley (**Sous-secrétaire d'Etat à la Culture, à la Créativité et à la Participation populaire de la République Dominicaine**) a rappelé que même si les pays latino-américains n'ont pas un grand pouvoir économique, ils disposent d'un grand pouvoir culturel. Il a proposé que le Forum adopte des décisions sur le rôle de la culture dans le renforcement des processus démocratiques des pays de la région, le combat pour que la culture soit intégré en tant qu'élément clef dans les plans de développement des différents pays, l'élaboration d'indicateurs économiques qui reflètent la contribution de la culture au Produit Interne Brut des différents pays, la promotion de politiques culturelles et éducationnelles qui contribuent à une prise de conscience de la nécessité de l'intégration culturelle de l'Amérique latine et des

Caraïbes, le rapprochement entre les programmes éducationnels et culturels afin de concrétiser la construction d'un espace culturel latino-américain et caribéen, l'appréciation à sa juste valeur de la richesse patrimoniale de l'Amérique latine et des Caraïbes afin que sa mise en valeur soit reconnue universellement, l'adoption du concept de la diversité culturelle en tant que philosophie intégrationniste basée sur le respect des différences et la prise de conscience de la véritable valeur des arts et des créateurs de la région. En matière d'intégration, il s'est prononcé en faveur d'une attitude respectueuse et solidaire envers Haïti afin de démontrer que les formules comme celles employées par l'ONU et qui consistent à amener les baïonnettes dans un pays frère ne suffisent pas, mais qu'il est nécessaire de promouvoir un plan pilote qui contribue à la réalisation du travail culturel dont a besoin ce pays pour son renforcement aussi bien culturel que démocratique.

M. Luis Guillermo Cortés Carcelén (**Chef du secrétariat des Relations interinstitutionnelles et de la Coopération technique international du Pérou**) s'est déclaré satisfait de constater que tout le monde est soucieux de créer des mécanismes de protection du patrimoine matériel et immatériel, non seulement en termes de conservation de ce patrimoine mais également en se posant la question de savoir comment obtenir une participation active de la société dans l'appropriation de ce patrimoine, dans l'identification avec ce patrimoine.

Il a souligné que, dans un monde où la mondialisation génère de nombreux risques, la promotion des industries culturelles ne signifie pas seulement générer une plus grande production des créateurs mais également veiller à ce que les citoyens aient accès à toute cette production et la consomment.

Il s'est prononcé en faveur d'un espace d'intégration qui permette la connaissance mutuelle et aussi la circulation des biens culturels de la région.

Il a rappelé que tous les Etats membres - et c'est une des difficultés qu'affronte le processus d'intégration - ne se trouvent pas dans la même situation en ce qui concerne les investissements dans le domaine de la culture, les priorités, etc. Il a précisé que la recherche d'un équilibre requiert des actions communes comme le transfert de capacités, aussi bien au niveau bilatéral, sous-régional que régional, la définition d'indicateurs, la protection du patrimoine, la lutte contre le trafic illicite de biens culturels ainsi que le partage des expériences réussies ou non. Sur la question du patrimoine, il a invité les Etats membres à se joindre aux actions menées par plusieurs institutions comme l'UNESCO et son Bureau Régional de la Culture pour l'Amérique latine et les Caraïbes, le Centre du Patrimoine Mondial et la Convention Andrés Bello afin d'éviter de répéter les mêmes actions.

Il a souligné l'importance de la création d'un Centre régional pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel dans son pays sous les auspices de l'UNESCO, processus qui a bénéficié, lors de sa phase préparatoire, de la participation de plusieurs Etats membres du Forum. Il a exprimé son espoir de voir cette institution servir de modèle pour l'échange des idées et le renforcement des capacités.

Son Excellence M. Abel Prieto (**Ministre de la Culture de Cuba**) a exprimé son soutien aux propos tenus précédemment selon lesquels la région de l'Amérique latine et des Caraïbes est l'une des régions du monde les plus puissantes en termes culturels et qu'elle compte sur un patrimoine très riche, divers, fort et vigoureux.

Il s'est déclaré convaincu que le renouveau du Forum, à partir de cette réunion de Caracas, permettra de proposer de nouvelles actions et de faire en sorte que la région soit chaque jour plus forte en termes culturels.

Il a souligné l'importance de l'avant-projet de convention sur la Diversité culturelle qui fait l'objet de discussions en ce moment même à l'UNESCO et a lancé un appel à tous les Etats membres afin qu'ils soutiennent cette convention destinée à défendre la diversité face aux énormes et très puissants ennemis de cette diversité culturelle et de la convention elle-même.

Il a mentionné le soutien apporté au Forum par M. Francisco Lacayo, qui, encore très récemment, exerçait les fonctions de Directeur du Bureau Régional de la Culture pour l'Amérique latine et les Caraïbes de l'UNESCO. Il s'est déclaré convaincu que le

nouveau Directeur du Bureau Régional, M. Van Hooff, présent à cette réunion, soutiendra également le Forum.

Il a approuvé la proposition du Honduras d'échanger des informations sur les projets destinés à lutter contre la pauvreté et la marginalité à partir de la culture. Il a souligné qu'aujourd'hui, les problèmes de la marginalité et de la violence touchaient quotidiennement les sociétés de toute la région. Il s'est dit certain de l'importance du rôle de la culture dans le combat contre la marginalité.

Il a mentionné, parmi les avancées réalisées par le Forum depuis la précédente rencontre, le « Portail de la Culture de l'Amérique latine et des Caraïbes » et a reconnu que le soutien offert par le Bureau Régional de la Culture de l'UNESCO avait contribué à l'obtention de ce succès. Il a lancé un appel aux Etats membres afin qu'ils continuent à utiliser les nouvelles technologies pour créer des musées virtuels, des galeries virtuelles, des anthologies virtuelles de poésie, etc.

Il s'est déclaré en faveur de la promotion de la lecture et de l'initiative de donner une dimension latino-américaine au grand festival CARIFESTA. Il a également appelé à promouvoir la participation de tous les Etats membres aux manifestations internationales qui ont lieu dans la région. Il s'est posé la question de savoir comment faciliter cette participation et a donné comme exemple de mesures qui pourraient être prises pour favoriser la participation des membres du Forum aux manifestations déjà existantes celle de la gratuité ou de la diminution du prix du mètre carré de surface d'exposition. Il a présenté à grands traits les projets que mènent à bien Cuba et le Venezuela autour du concept de l'ALBA, l'idée présentée par le président Chávez d'une Alternative Bolivarienne pour les Amériques dans le domaine de la culture. Il a précisé que des progrès avaient été accomplis et que la création d'un fonds culturel de l'ALBA était à l'étude. Il a déclaré que ces actions n'étaient pas seulement réalisées dans l'intérêt du Venezuela et de Cuba, mais qu'elles avaient une vocation régionale, une vocation latino-américaine et caribéenne.

Il s'est prononcé en faveur de l'intégration de la mémoire vive de nos peuples et a évoqué les progrès réalisés dans ce sens par le Fonds de Culture Economique du Mexique, la bibliothèque Ayacucho du Venezuela et les collections de la maison d'édition de la Casa de las Américas de Cuba. Il a lancé un appel en faveur de la réalisation d'actions dans les domaines de l'audiovisuel et de la musique.

M. Herman Van Hooff (**Représentant du Sous-directeur général adjoint pour la Culture de l'UNESCO et Directeur du Bureau Régional de la Culture pour l'Amérique latine et les Caraïbes de l'UNESCO**) a rappelé avec satisfaction que l'UNESCO, à travers son Bureau Régional de la Culture pour l'Amérique latine et les Caraïbes, a suivi de très près et a accompagné le Forum dès sa naissance en 1989. Il a déclaré que l'UNESCO considérait ce Forum comme un espace privilégié pour le renforcement des politiques culturelles des Etats membres et pour la promotion de l'intégration culturelle de la région ; ce Forum constituant également un important espace d'échange entre l'UNESCO et les ministres de la Culture de la région.

Il a évoqué le grand travail réalisé par le Bureau Régional de la Culture de l'UNESCO sous la direction de Francisco Lacayo et avec le soutien du Secrétariat technique de ce Forum. Il s'est prêt à continuer d'accorder ce soutien et à essayer de le renforcer, en élargissant la coopération entre l'UNESCO et le Forum des ministres de la Culture d'Amérique latine et des Caraïbes.

Il a également manifesté sa satisfaction de voir figurer dans l'agenda du XIV<sup>ème</sup> Forum l'avant-projet de la Convention sur la promotion et la protection de la diversité des expressions culturelles qui sera analysé au cours de la 33<sup>e</sup> Conférence générale de l'UNESCO.

En ce qui concerne la nécessité, évoquée par certains intervenants, de définir des stratégies et des plans d'action, il a déclaré que l'UNESCO et son Bureau Régional étaient disposés à travailler conjointement à l'exécution et au suivi des plans d'action des Forums des ministres de la Culture et à orienter les programmes en fonction des nécessités exprimées par ces derniers.

Il a déclaré que le « Portail de la Culture de l'Amérique latine et des Caraïbes » pouvait servir à faire connaître les expériences menées à bien dans le domaine de l'action culturelle, à l'échange d'idées et aux débats sur la base de celles-ci, ce qui permettra

éventuellement, par la suite, de regrouper le matériel obtenu sur un CD ou dans un livre pour qu'il soit diffusé plus largement.

Il a largement fait référence aux programmes de l'UNESCO dans le domaine de la culture en mentionnant, entre autres thèmes, la diversité culturelle, la protection du patrimoine culturel matériel et immatériel, les politiques culturelles et les industries culturelles. Il a lancé un appel aux Etats membres afin qu'ils adhèrent à la Convention pour la Sauvegarde du patrimoine immatériel.

### **Séance de l'après-midi.**

Son Excellence M. Francisco Sesto Novás, ministre de la Culture de la République bolivarienne du Venezuela, a annoncé que M. Alberto Murillo, directeur des Relations internationales du Conseil national de la culture du Venezuela, allait l'assister dans sa tâche en exerçant le rôle de modérateur.

Son Excellence Mme. Magdalena Úbeda de Rodríguez (**Directrice générale de l'Institut nicaraguayen de la Culture**) a sollicité le soutien du Mexique, de la Colombie, du Brésil, du Venezuela, de Cuba, du Chili et de la Convention Andrés Bello sur la question des indicateurs culturels et sur d'autres aspects de la gestion culturelle. En ce qui concerne la question des indicateurs, elle a suggéré que les Etats membres et l'institution mentionnée préparent une brochure ou un livre qui puisse être distribué à tous. Elle a ajouté que cette sollicitude doit être également présentée au Bureau Régional de la Culture pour l'Amérique latine et les Caraïbes de l'UNESCO et que le « Portail de la Culture de l'Amérique latine et des Caraïbes » est un outil qui pourrait contribuer à mener à bien ces actions.

M. João Luiz Silva Ferreira (Juca Ferreira) (**Secrétaire exécutif du ministère de la Culture du Brésil**) a souligné l'importance de la tenue de ce Forum à la veille de l'approbation de la Convention sur la promotion et la protection de la diversité des expressions culturelles.

Il a lancé un appel en faveur d'un changement de modèle qui fasse de la culture une référence stratégique. Il a également précisé que, pour ce faire, il fallait établir un dialogue avec d'autres zones du gouvernement, une articulation, un dialogue horizontal qui permette que la culture cesse d'être un élément décoratif périphérique pour devenir un élément central. Il a souligné l'importance de la culture dans la construction de l'identité nationale. Il a également souligné le besoin de systématiser toute l'information culturelle. En ce qui concerne la coopération, il a dit qu'un élément concret de cette stratégie était la matérialisation de la défense de la diversité culturelle et que, dans cet objectif, il fallait établir un modèle de coopération, une méthodologie commune. Il évoqué la culture en tant que ressource, instrument et possibilité de provoquer un changement qualitatif dans les relations humaines, de contribuer au développement économique, y compris dans le sens de la démocratisation. Il a lancé un appel afin de promouvoir les échanges avec la société civile dans son ensemble et non seulement avec les artistes et les créateurs.

Il a fait référence aux questions de la sauvegarde de la mémoire du patrimoine, à la création d'un système de musées, à la défense du droit d'auteur et du droit des artistes et des intellectuels afin que la concertation culturelle ne les affecte pas. Il a demandé de travailler à la création de nouveaux marchés permettant la libre circulation des biens et des services culturels dans la région.

Son Excellence Mme. Magali Comeau Denis (**Ministre de la Culture et de la Communication d'Haïti**) a remercié les pays d'Amérique latine dont les troupes intègrent les forces de paix des Nations unies présentes en Haïti, et particulièrement le Brésil et le Chili qui ont, a-t-elle dit, compris rapidement qu'il ne suffisait pas d'envoyer une force militaire dans un pays qui vit une crise politique mais qu'il était également nécessaire d'intensifier les échanges culturels. Elle remercie également le représentant de la République Dominicaine pour les propos qu'il a tenu à l'égard d'Haïti. Elle a alerté les participants sur le fait, qu'à son avis, trop d'idées et de projets étaient présentés. Elle a souligné la nécessité de mettre l'accent sur les obstacles à

l'intégration et sur les questions d'intérêt commun. Elle a considéré qu'un consensus sur la construction d'un espace commun avait été atteint, permettant ainsi l'élaboration de projets communs surtout en matière de conservation et de préservation du patrimoine. Elle a précisé que cette question particulière pourrait servir d'articulation aux « Caraïbes latins ». Elle a déclaré également qu'un obstacle important réside dans le fait que les Etats membres de la région ne se connaissent pas suffisamment et a demandé à ce que le Forum se réunisse afin de développer de nouvelles politiques exprimant les préoccupations des populations de chaque pays. Elle a proposé la création d'une sorte d'Université populaire itinérante pour les Caraïbes et l'Amérique latine qui aborderait les thèmes concernant le patrimoine. Elle a reconnu qu'il était important d'augmenter la participation de tous dans les festivals et que ces derniers devaient avoir une dimension pédagogique et non seulement festive, afin de faciliter le suivi entre les rencontres.

Elle a souligné qu'il était important de lancer des projets qui puissent être exécutés de manière conjointe par plusieurs ministères d'un même pays afin de combattre la pauvreté. Elle a lancé un appel à la République bolivarienne du Venezuela afin de recevoir son soutien solidaire en matière d'orchestres de jeunes. Elle a ajouté que se sont des projets comme celui-ci qui permettent d'atteindre le développement durable.

Elle a fait part d'un projet élaboré par son ministère pour l'organisation d'une biennale internationale de photographie. Elle a précisé que d'ici peu, 70% des Etats membres du Forum seront contactés officiellement afin d'inviter certains photographes de leurs pays à participer à la biennale.

Mme. Leslie Mock (**Directrice nationale de publication et de communication de l'Institut national de la culture du Panama**) a proposé la création d'une biennale d'art latino-américain et caribéen en partant de l'idée que dans presque tous les Etats membres ont lieu des biennales nationales ou des manifestations similaires qui réservent un espace aux jeunes créateurs. Elle a déclaré, qu'à son avis, le siège de la biennale devait changer à chaque édition et que deux œuvres de jeunes artistes de chaque Etat membre devaient être exposées à chaque fois ; ces œuvres devant être choisies dans les biennales nationales, conformément aux mécanismes de sélection en vigueur dans chaque pays. Elle a précisé que cela permettrait à ces jeunes talents de se faire connaître au niveau international. Elle a également proposé d'inviter le secteur commercial, les galeries et les distributeurs de chaque pays à y participer.

Mme. Riane de Haas-Bledoeg (**Représentante du CARICOM**) a déclaré que la Communauté des Caraïbes reconnaît la nécessité de la coopération entre les Etats membres d'Amérique latine et des Caraïbes afin de renforcer l'intégration politique et économique de la région. Elle a précisé que plusieurs accords de coopération, relatifs dans leur majorité au commerce, ont déjà été signés entre le CARICOM et l'Amérique latine et que des accords bilatéraux de coopération ont été établis entre les Etats membres du CARICOM et les pays d'Amérique latine. Le CARICOM travaille au renforcement de l'intégration culturelle de la région, ce qui permettra aux peuples des Caraïbes et de l'Amérique latine de connaître leurs cultures respectives, leurs patrimoines culturels et leurs propriétés culturelles dans tous leurs aspects, ce qui conduira à un plus grand respect mutuel, une plus grande compréhension, amitié et coopération. Elle a souligné que le CARICOM travaille en ce moment au renforcement de ses liens culturels avec Cuba. La Communauté des Caraïbes reconnaît l'importance de la promotion de la diversité culturelle, de la sauvegarde du patrimoine culturel et du développement des industries créatives pour le développement durable de la région. Au centre de ces déclarations se trouve la reconnaissance de la nécessité de créer des opportunités pour le développement complet de la créativité des individus et des communautés et, en particulier, des jeunes. Il est reconnu que les Etats membres des Caraïbes doivent surmonter toute une série de faiblesses sociales, économiques et environnementales et que le fait de dynamiser les industries culturelles autochtones constitue une stratégie économique potentielle pour réduire l'impact de l'économie mondiale. Elle a rappelé que les Etats membres des Caraïbes se trouvent engagés dans un processus conduisant à la création de leur marché unique dans lequel la culture devra jouer un rôle central afin de promouvoir une forte identité régionale et



un sens de la communauté qui les aidera à s'adapter aux rapides et importants changements de l'économie globale. Elle a affirmé que les Etats membres des Caraïbes présentent des avantages en matière d'industrie créative, dans des domaines comme la musique, l'art, l'artisanat, la littérature, les arts culinaires, la mode, les festivals, le théâtre, le cinéma et le tourisme culturel, et que se sont précisément nombre de ces manifestations qui identifient internationalement les Caraïbes. Elle a ajouté qu'elles constituent un point de départ pour la construction d'industries d'exportation compétitives qui ont pour racines les ressources et les talents locaux. Elle a dit qu'elle espérait que le développement de ces industries ait des retombées positives permettant la réduction de la pauvreté, la diversification des produits touristiques au travers de la promotion du tourisme culturel et des festival, ce qui entraînera la participation active des jeunes de la région. Elle a mentionné le tourisme festivalier comme un élément secondaire qui a connu une croissance significative au cours de la dernière décennie. Elle a mentionné également le CARIFESTA comme le festival emblème de la Communauté des Caraïbes. Elle a souligné que c'est une manifestation potentiellement intéressante pour l'intégration culturelle d'Amérique latine et des Caraïbes et une voie identifiée pour stimuler le développement du tourisme festivalier dans la région. Elle a fait référence à la genèse de la manifestation et aux principaux résultats atteints quant au nombre de participants. Elle a néanmoins signalé que CARIFESTA présente certaines carences en matière, entre autres, de planification, de contrôle, de recherche de financement et de marketing, cette question ayant fait l'objet d'une étude et d'un plan stratégique depuis 2004. Elle a demandé à tous les Etats membres du Forum de participer au CARIFESTA et a déclaré souhaiter recevoir une assistance technique en matière de marketing, commercialisation, de développement de programme, d'impact économique, etc. Elle a invité la délégation de Trinité-et-Tobago, siège du prochain CARIFESTA, à faire usage de la parole.

M. Eric Butler (**Fonctionnaire du ministère du Développement communautaire, de la Culture et de la Parité de Trinité-et-Tobago**) a largement fait référence à la prochaine édition du CARIFESTA qui aura lieu dans son pays en août 2006. Il a exprimé son intérêt pour le développement économique du festival et pour une participation la plus large possible non seulement des Etats membres d'Amérique latine mais également de tous les Etats du monde afin de contribuer à une meilleure connaissance de la riche diversité culturelle de la région. Il a mentionné les multiples activités qui auront lieu pendant les dix jours que va durer le neuvième CARIFESTA et a informé que la dixième édition se tiendra aux Bahamas.

Mme. Beatriz Parra Durango (**Vice-ministre de la Culture de l'Equateur**) a fait référence au thème de la diversité culturelle et à l'importance de l'intégration culturelle des pays d'Amérique latine et des Caraïbes. Elle a déclaré que le ministère de l'Education et de la Culture de l'Equateur a également mis en place une véritable politique d'intégration à l'intérieur du pays, une politique de reconnaissance de la diversité et des traditions de toutes les régions qui composent l'Equateur, en reconnaissant, à sa juste valeur, le véritable sentiment patriotique équatorien. Elle a souligné que ce travail est surtout développé parmi les jeunes et les enfants. Elle a esquissé à grands traits, en le plaçant dans le cadre de l'intégration latino-américaine, le projet dénommé « Théâtre musical bolivarien ». Elle a remercié le Venezuela pour le soutien offert à l'Orchestre des jeunes de l'Equateur, expérience qui a été également développée dans d'autres Etats membres d'Amérique latine avec le soutien du Venezuela.

Son Excellence M. Luis Federico Hernández Aguilar (**Président du Conseil national de la Culture et des Arts du Salvador**) a posé la question suivante : que faisons-nous pour que nos ministères des Finances ne considèrent plus le secteur culturel comme un secteur qui gaspille des ressources ? Il a ajouté que c'est une réalité à laquelle doivent faire face, d'une manière ou d'une autre, tous les Etats membres. Il a lancé un appel pour que soit redéfini quelque peu l'emploi des ressources que destine l'UNESCO à l'Amérique latine et que l'on évite de les utiliser pour de petits forums ou de petits ateliers qui n'ont pas un grand impact social dans le domaine de la culture. Il

a informé que son pays était prêt à initier un dialogue national pour la culture, qu'il a qualifié d'historique, destiné à définir des concepts et des indicateurs culturels. Pour cette action, ils comptent sur le soutien du PNUD et de l'OEI. Il a dit également qu'ils ont discuté de leurs priorités avec le représentant de l'UNESCO auprès de leur pays et qu'ils comptent sur sa compréhension.

Il a précisé que lorsque l'on parle de culture et de développement, l'on parle de développement intégral. Il a fait référence également aux expériences réussies dans d'autres régions du monde dans lesquelles la culture a joué un rôle déterminant dans les changements positifs obtenus.

Son Excellence M. Manuel de Jesús Salazar Tetzagüic (**Ministre de la Culture et du Sport du Guatemala**) a proposé que le discours inaugural du ministre de la Culture du Venezuela soit incorporé intégralement aux documents finals du XIV<sup>ème</sup> Forum.

En guise de résumé des interventions qui ont eu lieu au cours des séances de travail du premier jour du Forum, il a déclaré qu'ont été abordées deux grandes questions qu'il faut résoudre pour parvenir à l'intégration culturelle de l'Amérique latine et des Caraïbes : tout d'abord, la communication, c'est-à-dire la barrière linguistique et ensuite, le transport direct entre pays. En ce qui concerne la première, il s'est prononcé en faveur du bilinguisme et du trilinguisme à partir de l'enseignement et de la gestion culturelle. En ce qui concerne la seconde, il a dit qu'il était nécessaire de promouvoir la volonté politique dans chaque pays afin de trouver des points d'interconnexion régionale. Il a souligné également l'importance de créer des festivals culturels, artistiques et identitaires, qui reflètent l'idée d'une communauté des communautés d'Amérique latine et des Caraïbes, en comptant pour cela avec le soutien des institutions gouvernementales. Il a proposé de développer un travail de publication multilingue qui alimente le cœur et l'esprit des enfants, des jeunes et des personnes âgées de la région en faveur de la communauté culturelle latino-américaine et caribéenne. Enfin, il a mentionné comme étant des facteurs stratégiques de la communauté culturelle latino-américaine : le fonctionnement d'un système d'information culturelle auquel participent tous les pays avec leurs valeurs de multiculturalité et d'inter-culturalité, leur expérience de gestion technique et politique ainsi que l'actualisation constante et les échanges permanents dont font l'objet les indicateurs culturels de chaque pays qui s'inscrivent dans un cadre conceptuel et méthodologique de base. Il a souligné l'importance de pouvoir disposer d'études portant sur les retombées économiques de la culture aussi bien au niveau national que régional. De plus, il a exprimé son soutien à la proposition d'élaborer un réseau latino-américain et caribéen de promoteurs et d'administrateurs culturels ainsi qu'à celle visant à identifier et à mettre en valeur les signes et les symboles de tous les Etats membres. Il a souligné également la nécessité d'identifier et de mettre en valeur les signes et les symboles de tous les Etats membres qui constituent des apports à la communauté culturelle de la région comme, par exemple, le « trio des trois figures vénérables » que sont Benito Juárez, Simón Bolívar et José Martí. Il a également souligné l'importance des principes et des valeurs propres aux peuples autochtones d'Amérique en tant que source de l'unité non seulement latino-américaine mais aussi continentale.

Son Excellence M. Francisco Sesto Novás (**Ministre de la Culture du Venezuela**) a dit que chaque pays et chaque peuple devait chercher, à sa manière, son propre modèle et qu'il croyait que personne ne devait s'immiscer dans les affaires d'aucun pays. Il a souligné l'importance de créer des liens afin de favoriser véritablement un échange permanent dans la recherche d'une profonde intégration des peuples. Dans ce sens, il a précisé que les fonctionnaires, en tant que responsables, devaient créer des liens entre eux et demeurer en contact permanent. Il a exprimé le souhait que le Forum puisse travailler en séance permanente, afin de fonctionner comme un réseau de ministres et de hautes autorités de la Culture qui soient constamment en communication.

Il a présenté les actions menées par le Venezuela à l'occasion du IV<sup>ème</sup> centenaire du Don Quichotte de la Manche et l'opération d'impression et de distribution gratuite du roman à la population. Il a précisé qu'une édition en langue anglaise de 70 000

exemplaires avait été réalisée pour les Etats membres anglophones et que 7 000 exemplaires en français étaient destinés à Haïti. Il a informé que prochainement seront définies les modalités d'envoi de ces exemplaires aux Etats en question.

Son Excellence Mme. Magali Comeau Denis (**Ministre de la Culture et de la Communication d'Haïti**) a remercié chaleureusement M. Sesto, ministre du Venezuela, pour l'envoi prochain de livres en français à Haïti. Elle a largement fait référence à un colloque organisé en Haïti, en collaboration avec l'Académie de la latinité, auquel ont participé environ 600 jeunes haïtiens disposant de faibles moyens et qui ont fait preuve d'un grand intérêt pour les publications présentées à cette occasion. Elle a dit que la misère ne se caractérisait pas seulement par le manque d'aliments, de moyens économiques et de soins médicaux mais surtout par l'impossibilité d'avoir accès au savoir, aux livres et, en général, aux biens et aux services culturels.

Elle a dit, comme elle l'a déjà fait dans d'autres forums internationaux, qu'il est opportun que l'on sache que l'actuel gouvernement haïtien de transition est né d'une révolte populaire par laquelle le peuple a revendiqué la justice, la liberté, la démocratie et le savoir.

Elle a demandé que l'on procure au peuple haïtien des bibliothèques, des livres, des professeurs ainsi que d'autres possibilités en matière de formation.

Son Excellence M. Neville W. Wisdom (**Ministre de la Jeunesse, des Sports et des Affaires culturelles des Bahamas**) a présenté ses excuses aux participants car il est arrivé tard au Forum et a expliqué que les ministres de la Culture de nombreux petits Etats membres ont également d'autres responsabilités ministérielles, ce qui constitue un véritable défi. C'est pourquoi, il a souligné l'importance de définir et de redéfinir constamment ce que nous sommes et ce que nous devons faire pour la culture à travers une vision pratique. Il a également souligné l'importance de veiller à ce que le peuple jouisse d'une plus grande qualité de vie et à offrir des opportunités à tous. Ces actions relatives au développement national peuvent, a-t-il dit, être menées à bien à travers la culture. Il a souligné le rôle de la coopération régionale et a dit que son pays offrira son soutien à des actions dans ce domaine qui connaît, en ce moment même, des changements très particuliers. Il a exprimé sa volonté de favoriser les échanges culturels permettant à la population des Bahamas de rentrer en contact avec d'autres cultures, styles de vie, expériences et qualité de vie, aussi bien de la région que du reste du monde.

Son Excellence M. Rodwell Ferguson (**Ministre d'Etat à l'Education, à la Jeunesse, aux Sports et à la Culture de Belize**) a dit que les débats qui avaient eu lieu permettaient de se rendre de compte de l'importance de la culture pour le développement national. C'est pourquoi, il a lancé un appel à tous les participants pour qu'à leur retour dans leur pays, ils réaffirment devant leurs gouvernements l'importance de la culture en tant qu'élément fondamental du développement et qui, de ce fait, doit être pris en compte par les stratégies nationales qui poursuivent cet objectif. Il a fait référence à la nécessité, pour tous les peuples autochtones des Etats membres de la région, d'avoir les mêmes possibilités dans tous les domaines de la vie économique, sociale et culturelle. Il a lancé un appel à tous les participants pour qu'ils continuent, une fois le Forum terminé, à être en rapport permanent à travers de leur présidence, leurs vice-présidents et le secrétariat permanent (secrétariat *pro tempore*) afin de poursuivre le dialogue.

M. Thomas Matthew (**Chef du Bureau culturel de la Grenade**) a souligné l'importance de faire en sorte qu'à la conclusion de ce Forum soient définies les bases communes et les terminologies pour la construction d'une union plus effective entre l'Amérique latine et les Caraïbes car ils constituent une même région, un même peuple. Il a souligné néanmoins que l'Amérique latine et les Caraïbes avaient été séparés pendant des années par les barrières linguistiques et également par la « barrière de l'eau », en précisant que les plus grandes difficultés provenaient du fait qu'il était si difficile de voyager d'un Etat membre à un autre.

Tout ceci, a-t-il dit, renforce la nécessité de multiplier nos efforts dans le domaine de l'échange des idées, surtout au service des générations futures. Il a ajouté que le fait que, dans de nombreux cas, nos enfants en sachent plus sur les Etats-Unis et sur leurs héros que sur nos propres pays et héros renforce cette idée. Il a remercié le Venezuela pour son soutien dans le domaine de l'impression de textes en anglais. Il a mentionné la contribution réalisée par Cuba, le Venezuela et le Mexique à travers l'attribution de bourses à son pays et à d'autres Etats membres des Caraïbes anglophones, ce qui a permis à ces professionnels d'être, à leur retour au pays, bilingues.

M. Luis Guillermo Cortés Carcelén (**Chef du secrétariat des Relations interinstitutionnelles et de la Coopération technique internationale du Pérou**) a déclaré que les peuples sont la culture, car ils l'héritent, la recréent, l'assimilent et la partagent avec les autres. C'est pour cela que toute action liée aux politiques culturelles ne doit pas être menée sans la participation de la société civile, des agents directement liés à la création culturelle, à ses groupes, etc., qui doivent participer à la prise de décision en tant que bénéficiaires des actions qui sont menées à bien.

Son Excellence M. Francisco Sesto (**Ministre de la Culture du Venezuela**) a fait référence à la phrase que défend son ministre : « Le peuple est la culture ». Il a mis l'accent sur le fait qu'existaient dans le peuple tout entier d'immenses forces de création et que, de plus, la culture allait bien au delà de la création. La culture comprise dans le sens de ce qui nous identifie, de nos origines, de ce que nous sommes et de notre projet d'avenir ; nos espoirs faisant également partie de la culture, comme ce que nous avons été, ce que nous sommes, ce que nous voulons et ce que nous pouvons être.

Il a expliqué que le Venezuela s'est concentré sur deux définitions de la culture. La première est liée à sa diversité et son identité à partir desquelles le Venezuela a été défini comme un pays pluriethnique et multiculturel. La seconde définition envisage la culture comme la quantité d'informations concernant le monde qu'une personne ou un peuple peut accumuler et ce concept admet une hiérarchisation, c'est celui qu'emploie José Martí lorsqu'il dit « qu'être cultivé est le seul moyen d'être libre », et s'il dit cela c'est que l'on peut être plus cultivé, que l'on peut, en tant qu'individu ou en tant que peuple, se surpasser, dans la mesure où l'on se connaît davantage soi-même, où l'on dispose d'une plus grande information, où l'on maîtrise les technologies actuelles, où l'on a une vision plus intégrale du monde, du rapport de l'homme avec la nature.

Il a fait part de la décision du Venezuela d'apporter son soutien à la création d'un musée virtuel des cultures d'Amérique latine et des Caraïbes, lieu de connaissance et d'échange que pourrait accueillir le « Portail de la Culture de l'Amérique latine et des Caraïbes » dont dispose le Forum et qu'il contribuerait à enrichir énormément. Il a annoncé que son pays s'était engagé à financer le projet à hauteur de 500 000 dollars. Il a ajouté que l'on pourrait avancer peu à peu, établir une méthodologie et que ce travail pourrait se faire conjointement, à travers le secrétariat *pro tempore*, afin de créer cet espace de rencontre pour les peuples de la région.

Son Excellence M. Neville W. Wisdom (**Ministre de la Jeunesse, des Sports et des Affaires culturelles des Bahamas**). En ce qui concerne ce qui a été dit au sujet de la nécessité de prendre en compte la participation de la société civile dans les actions destinées à la promotion de la culture, il a fait référence à l'expérience de son pays où a été créée une « Commission culturelle » à laquelle participent des experts culturels qui font partager leur sagesse, leur expérience et leurs conseils. C'est pourquoi il a exprimé sa satisfaction de constater la présence, dans la délégation représentant son pays au Forum, de M. Winston Sanders, intellectuel célèbre dans les Caraïbes et dans le monde entier.

M. João Luiz Silva (**Secrétaire exécutif du ministère de la Culture du Brésil**) a dit, qu'à la demande de son ministre, Son Excellence M. Gilberto Gil, il informait tous les Etats membres qu'allait avoir lieu au Sénégal, en 2007, le 3<sup>ème</sup> Festival mondial des

arts noirs, que le Brésil occupe l'une des vice-présidences de la manifestation et qu'il a été chargé d'inviter tous les ministres de la Culture d'Amérique latine et des Caraïbes à y participer. Il a précisé que son pays transmettra les informations relatives aux modalités de participation.

(En guise de bilan général du premier jour, il faut remarquer que tous les délégués qui ont pris la parole ont remercié la République bolivarienne du Venezuela pour le soutien offert à la tenue du XIV<sup>ème</sup> Forum. Ils ont également félicité le ministre de la Culture du Venezuela pour son discours inaugural et ont manifesté leur accord avec les idées qu'il a exprimé.)